

Israël n'est pas une démocratie (Middle East Monitor)

Asa Winstanley

25 février
2015



"Je suis cette terre" le cri des Palestiniens dépouillés chaque jour de leur terre

L'éternelle propagande israélienne, bien ancrée dans les esprits, raconte qu'Israël est la « seule démocratie au Moyen-Orient. » Les déclarations des dirigeants politiques occidentaux, notamment les Américains et les Britanniques, s'appuient souvent sur cette allégation pour justifier le renforcement de leurs liens avec Israël.

Ils prétendent être les seuls porteurs du flambeau de la « démocratie » alors qu'ils sont assez souvent impliqués, directement ou indirectement, dans l'appui sinon la création des plus brutaux des régimes d'occupation et de tyrannie à travers le monde, dont l'exemple de l'alliance US-Royaume Uni pour l'occupation de l'Irak et la tyrannie théocratique saoudienne.

En fait, et comme beaucoup de militants et de critiques l'ont fait remarquer, Israël est une ethnocratie, c'est-à-dire un état dirigé par un groupe ethnique particulier, et dans ce cas, le « peuple Juif » tel que défini par la loi et la pratique Israéliennes.

Mais la réalité est tout autre. Il n'existe pas de « peuple juif » homogène et unifié et cela a été démontré de la façon la plus convaincante par l'historien Israélien Shlomo Sand dans son livre *The Invention of the Jewish People* ou *Comment le Peuple Juif fut inventé*. Il y a plutôt plusieurs différentes cultures et identités juives, allant des Ashkénazes de l'Europe de l'Est aux juifs d'Irak, du Yémen et d'Éthiopie. Et comme illustré par Sand, il n'y a pas de culture laïque unifiée qui rassemble cette multitude de gens divers et différents.

L'État pratique officiellement la discrimination à l'endroit de la population indigène de la Palestine historique qui, en 1948, s'est par miracle retrouvée définie et désignée comme « Arabes israéliens » par un État qui, au mieux, les considère avec méfiance et suspicion. La meilleure introduction à ce sujet est sans doute présentée dans le second livre de mon collègue Ben White *Palestinians in Israel : Segregation, Discrimination and Democracy* (Palestiniens en Israël : Ségrégation, Discrimination et Démocratie.)

Dans son ouvrage, Ben White souligne que les lois de l'état sont conçues pour garantir le retour en Israël de chaque juif dans le monde, peu importe s'il possède ou non des liens ancestraux réels avec la terre historique de Palestine. Parallèlement, les Palestiniens réfugiés qui, depuis 1948, ont constamment été expulsés et chassés de leurs maisons par Israël sont radicalement interdits de retourner chez eux, dans les maisons qui ont assisté à leurs naissances ou de celles de leurs grands-parents.

Il suffit de suivre les informations qui traitent de la Palestine et observer les pratiques quotidiennes israéliennes

sur le terrain pour constater rapidement qu'Israël n'est pas une démocratie, au propre sens du terme.

Depuis sa création, le pays a quasi-constamment imposé la plus brute et la plus brutale des formes de régime militaire sur au moins une partie non négligeable de la population autochtone de la terre.

De 1948 à 1966, les Palestiniens citoyens d'Israël ont été soumis à un régime militaire dans le cadre duquel ils ont été interdits de se déplacer librement et ont été à la merci d'un régime de permis strict et arbitraire. En 1967, Israël a envahi et a illégalement occupé la Cisjordanie, la Bande de Gaza et une partie du Sud-Ouest de la Syrie qu'est le Plateau du Golan. Les Palestiniens vivant dans les territoires nouvellement occupés étaient soumis à un régime militaire brutal qui, malgré les quelques modifications qu'il a connu depuis les Accords d'Oslo, s'est poursuivi jusqu'à ce jour.

Bien que des légions de journalistes occidentaux campent à Jérusalem, et de temps en temps à Ramallah, la plupart des principaux rapports provenant de la Palestine omettent un point fondamental, en l'occurrence le régime israélien en Cisjordanie qui n'est en aucun cas démocratique ni éclairé. Il s'agit d'un régime des escadrons de la mort, des colons terroristes, de la torture et du déni des droits humains les plus fondamentaux et ce, en fonction de critères purement ethniques et sectaires.

Les colons juifs en Cisjordanie sont traités comme citoyens israéliens et sont soumis au droit civil israélien (en théorie : en réalité ils ont carte blanche pour commettre crimes et abus contre les Palestiniens.) Les Palestiniens vivant sur le même territoire, celui de leurs ancêtres et le leur depuis des temps immémoriaux, sont jugés en vertu du droit militaire israélien – un système de tribunaux fantoches dans lequel des responsables militaires entérinent les décisions de leurs collègues sans les discuter.

Le taux de condamnation dans ces « tribunaux » est de 99.7%, un chiffre qui ferait rougir les plus barbares des dictateurs dans la région.

La nature fondamentalement anti-démocratique d'Israël a, une fois de plus, été illustrée cette semaine lors de l'audience où a été fixée la peine infligée à Abdullah Abu Rahme, manifestant palestinien et militant bien connu du village de Bil'in.

C'est depuis une décennie que le village agricole lutte contre le vol de ses terres par Israël, qui ambitionne de construire des colonies exclusivement dédiées aux Juifs, et un mur de séparation raciste.

Abu Rahme a été l'un des principaux protagonistes de cette lutte à la fois longue et pacifique. Les Israéliens ont répondu par un harcèlement continu contre le militant, sa famille ainsi que tout le village. Les enfants ont été arrachés de leurs lits en pleine nuit par les voyous criminels de l'armée israélienne.

Les Israéliens avaient auparavant emprisonné Abu Rahme en prétextant avoir trouvé une « arme » chez lui. Ce prétexte pathétique s'appuyait en fait un projet d'art à partir des capsules des gaz lacrymogènes utilisées par Israël.

Actuellement, l'armée envisage de l'emprisonner à nouveau, et l'argument cette fois-ci est qu'il est coupable de « crime idéologique, » rapporte 972, un site web israélien. Pas étonnant puisque les manifestations de tous les Palestiniens en Cisjordanie sont déclarées illégales par un décret de l'armée israélienne.

Le régime de torture qu'Israël adopte en Cisjordanie doit prendre fin maintenant.

Asa Winstanley

Asa Winstanley est un journaliste indépendant basé à Londres qui séjourne régulièrement dans les TPO. Son premier livre "Corporate Complicity in Israel's Occupation" est publié chez Pluto Press.

Voir son site web. <http://www.asawinstanley.com/>

Source en anglais : <https://www.middleeastmonitor.com/articles/inquiry/16947-israel-is-not...>

Traduction : Info-Palestine.eu - Niha

»» http://www.info-palestine.net/spip.php++cs_INTERRO++article15216